

## Compte rendu de séance

### Séance du 26 Mai 2021

L' an 2021 et le 26 Mai à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie au salon d'honneur sous la présidence de VAGNE Daniel Maire

**Présents** : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : FLORIOT Anne-Marie, OBART-MICHELET Annick, RAOULT Clarisse, RELION Marie-Chantal, MM : CHAMPAGNE Pierre, CONTAUX Jean-Benoît, DEROUSSENT Philippe, GANDON Gérard, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, MAYOUD Stéphane

**A été nommé(e) secrétaire** : Madame FLORIOT Anne-Marie

#### **Objet(s) des délibérations**

#### **SOMMAIRE**

APPROBATION DU PV DE LA SEANCE DU 30 AVRIL 2021 - 2021-026  
ECHANGE DE TERRAIN AVEC Mr Rénald POIRSON - 2021-027  
VENTE DE TERRAIN PAR MR ET MME SPREDER Claude - 2021-028  
VENTE MAISON RENARD - 2021-029  
CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DANS LES COMMUNES DE MOINS DE 1 000  
HABITANTS - 2021-030  
TRANSFERT DE COMPETENCE AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DES  
VOSGES - 2021-031  
CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION - 2021-032  
PRISE DE COMPETENCE MOBILITE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES  
VOSGES COTE SUD OUEST - 2021-033  
AVENANT RELATIF A LA COMPETENCE SCOLAIRE AVEC LA COMMUNAUTE DE  
COMMUNES LES VOSGES COTE SUD OUEST - 2021-034

#### **APPROBATION DU PV DE LA SEANCE DU 30 AVRIL 2021** -réf : 2021-026

Monsieur le Maire propose au vote l'approbation du procès-verbal du 30 avril 2021 et demande s'il y a des remarques.

Le procès-verbal de la séance du 30 avril 2021 est adopté.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

#### **ECHANGE DE TERRAIN AVEC Mr Rénald POIRSON** -réf : 2021-027

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que :

La commune est propriétaire des parcelles cadastrées ZB 187 (2 a 10 ca) - ZC 22 (6 a 10 ca) et ZC 39 (3 a 57 ca),

Monsieur Rénald POIRSON est propriétaire de la parcelle ZC 38 (21 ha 19 a 63 ca)

La commune souhaite procéder à un échange de terrain avec Monsieur Rénald POIRSON dans le cadre des travaux de protection du réservoir.

Il est nécessaire de procéder à des divisions de parcelles.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

**DECIDE** de procéder à ces échanges de terrains sans soulte, entre les parcelles originellement cadastrées :

- ZB 187, ZC 22-39 pour une surface de 2 a 30 c au profit de Monsieur Rénald POIRSON
- ZC 38 pour une surface de 2 a 23 ca au profit de la commune.

**DESIGNE** Maître Philippe THIEBAUT, Notaire à NEUFCHATEAU pour la rédaction des actes correspondant.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

**VENTE DE TERRAIN PAR MR ET MME SPREDER Claude** -réf : 2021-028

Suite à une division de la parcelle cadastrée G 164 appartenant à Mr et Mme Claude SPREDER, la commune doit acquérir une partie nouvellement cadastrée section G 1164 d'une superficie de 13 ca, correspondant au trottoir.

Mr et Mme SPREDER cède ladite parcelle pour l'euro symbolique.

Il convient d'établir l'acte notarié.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte à l'étude de Maître THIEBAUT Philippe, Notaire à Neuchâteau et tous documents afférents à ce dossier.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

**VENTE MAISON RENARD** -réf : 2021-029

Suite à la délibération n° 2018/040 relative à la vente de la maison Renard sise 21 rue du Colonel Renard à LAMARCHE en date du 12 juillet 2018,

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'un acquéreur nous a fait une proposition d'achat de cet immeuble, cadastré section G 429 et G 389, pour un montant 50 000 € dont 3 990 € d'honoraires de négociation à la charge de la commune soit un prix net vendeur de 46 010.00 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le compromis et l'acte de vente correspondants ainsi que tous documents s'y rapportant.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

**CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DANS LES COMMUNES DE MOINS DE 1 000 HABITANTS** -réf : 2021-030

Le conseil municipal

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3-3-3° ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire (ou le Président) et après en avoir délibéré ;

## **DECIDE**

- la création à compter du 1er juin 2021 d'un emploi permanent d'adjoint technique dans le grade d'adjoint technique territorial relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet pour 35 heures hebdomadaire.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou éventuellement par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans compte tenu de l'expérience professionnelle de l'agent sur un poste similaire.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

- L'agent devra justifier d'une expérience professionnelle dans ce domaine et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

## **TRANSFERT DE COMPETENCE AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DES VOSGES** -réf : 2021-031

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal du courrier de Monsieur le Président du Syndicat Départemental d'Electricité des Vosges (S.D.E.V), invitant le Conseil Municipal à se prononcer sur :

**LE TRANSFERT AU Syndicat Départemental d'Electricité des Vosges DE LA COMPETENCE OPTIONNELLE « INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES » (IRVE)**

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Electricité des Vosges approuvés par arrêtés préfectoraux n° 199/2018 du 8 mars 2018, et n° 37/2020 du 3 mars 2020,

Vu les « conditions techniques, administratives et financières » approuvées par délibération du Comité du Syndicat Départemental d'Electricité des Vosges lors de la séance du 24/03/2021,

Entendu son Rapporteur, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**TRANSFERT** la compétence optionnelle « infrastructures de recharge pour véhicules électriques », au Syndicat Départemental d'Electricité des Vosges,

**INDIQUE** que la commune NE DISPOSE PAS d'un contrat de maintenance/gestion/exploitation en cours, pour la gestion de borne sur son territoire.

**INDIQUE** qu'il n'existe aucune borne sur la commune.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

**CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION** -réf : 2021-032

CONSIDÉRANT que la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 22 et 25, prévoit que les Centres de gestion peuvent mettre à disposition des agents auprès des collectivités affiliées et non affiliées à titre onéreux.

CONSIDÉRANT que dans un souci permanent d'amélioration de la qualité des services de la Commune de LAMARCHE, Mr le Maire propose de solliciter le Centre de Gestion 88 pour un accompagnement à la prise de poste de secrétaire de mairie, suite au départ, en date du 1er janvier 2021, pour retraite de la secrétaire de mairie titulaire du poste.

Monsieur le Maire présente la convention d'adhésion au service d'accompagnement à la prise de poste de secrétaire de mairie proposée par le Centre de Gestion 88, et les conditions de sa mise en œuvre.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

**APPROUVE** la convention susvisée telle que présentée par Monsieur le Maire,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention avec Monsieur le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Vosges, ainsi que les documents y afférents,

**DIT** que les dépenses nécessaires, liées à la mise en œuvre de l'accompagnement à la prise de poste de secrétaire de mairie sont prévues au budget.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

**PRISE DE COMPETENCE MOBILITE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES VOSGES COTE SUD OUEST** -réf : 2021-033

Monsieur le Maire donne lecture de la délibération N° CCVCSO/73/2021 : MODIFICATION DES STATUTS SUITE A LA PRISE DE COMPETENCE MOBILITÉ, à savoir :

Monsieur le Président rappelle la délibération N°CCVCSO/39/2021 du 09 Mars 2021 portant modification des statuts de la Communauté de Communes en faveur de la prise de compétence facultative « mobilité ».

Il indique que La Préfecture préconise d'engager en parallèle une procédure d'apurement des statuts afin d'éviter un chevauchement avec la compétence facultative : 4° Mise en œuvre du transport scolaire par délégation de l'autorité organisatrice des transports scolaires de 1er rang.

C'est pourquoi, Monsieur le Président propose :

- Sous réserve du transfert effectif de la compétence « Mobilité » à la communauté de communes, de supprimer la compétence facultative : « 4° Mise en œuvre du transport scolaire par délégation de l'autorité organisatrice des transports scolaires de 1er rang ».

Monsieur le Président précise que la compétence facultative : « Mobilité » reste exercée comme suit :

« La Communauté de Communes met en œuvre le transport scolaire sur une partie de son territoire via une régie de transport. Les communes pour lesquelles la compétence est exercée sont les suivantes :

Saint Julien, Les Thons, Lironcourt, Grignoncourt, Châtillon Sur Saône, Fignéville, Ameuville, Martinville, Regnéville, Godoncourt, Monthureux Sur Saône, Claudon, Tignécourt, Bleurville, Nonville, Belmont Les Darney, Darney, Attigny, Belrupt, Bonvillet, Relanges, Viviers Le Gras, Provenchères Les Darney, Dombrot Le Sec, Gignéville, Hennezel, Grandrupt de Bains, Vioménil, Escles, Lerrain, Jésonville, Dombasles Devant Darney, Pont Les Bonfays, Frenois, Saint-Baslemont, Lignéville.

Le service de transport scolaire pour les autres communes est assuré par la Région Grand Est. »

Le Conseil Municipal doit par conséquent se prononcer sur le transfert de la compétence « Mobilités » à la Communauté de Communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**ACCEPTE**, le transfert de la compétence « Mobilités » à la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud-Ouest :

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

**AVENANT RELATIF A LA COMPETENCE SCOLAIRE AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES VOSGES COTE SUD OUEST** -réf : 2021-034

Monsieur le Maire explique au conseil municipal qu'il convient de modifier le procès verbal de mise à disposition des biens immeubles affectés à la compétence scolaire par la communauté de communes les vosges côté sud ouest.

Il est ajouté la clause suivante au chapitre "modalités générale de mise à disposition"

« En raison de l'imbrication de bâtiments non mis à disposition tel que : la salle de la mairie etc,..., il est convenu ce qui suit :

- Les frais de fonctionnement et les dépenses d'investissement identifiables seront pris en charge par la collectivité concernée ;
- les frais d'investissement et de fonctionnement lorsqu'ils sont communs seront pris en charge :
  - pour le fonctionnement (EDF, eau, chauffage,...etc)» : par les communes concernées et répercutés au prorata des volumes et des surfaces utilisées à la Communauté de Communes .
  - pour l'investissement (se référer à la liste au I.b) par la collectivité susceptible de mobiliser le maximum d'aides publiques.

Dans le cas où la commune porte l'investissement :

- elle aura à charge la part afférente à la surface et au volume qu'elle utilise
- à laquelle il convient d'ajouter 50% de la part de la surface et du volume utilisé par la Communauté de Communes ;
- elle refactura à la Communauté de Communes le différentiel.

Dans le cas où la Communauté de Communes porte l'investissement :

- elle refacture à la commune au prorata et à la surface et au volume que la commune utilise ;
- elle sollicite un fonds de concours auprès de la commune à hauteur de 50% des coûts résiduels engagés au titre des surfaces et volumes occupés par la Communauté de Communes.
- 

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant modificatif du procès-verbal de mise à disposition.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

Séance levée à: 21:45

En mairie, le 31/05/2021  
Le Maire, Daniel VAGNE